



Lettre n° 6 du 14 octobre 2010

Madame, Monsieur le Maire,

Nous avons le plaisir de vous proposer ci-après le numéro 6 de la «LETTRE AUX ELUS» qui porte notamment sur les mesures prévues dans la nouvelle réforme du lycée qui affectent en particulier l'enseignement de l'Histoire.

En effet, septembre qui vient de s'achever, c'est la rentrée, notamment scolaire et celle-ci a de nouveau été placée sous le signe de la réforme.

Une de plus, vous direz-vous ...

Certes, mais dans un pays où la passion de l'Histoire est largement partagée - comme en témoigne le nombre impressionnant d'ouvrages ou de revues qui lui sont consacrés - ce qui est ressenti comme une nouvelle et redoutable attaque contre cette science provoque la légitime inquiétude de nombre de nos concitoyens.

Le Ministère de l'Education nationale a en effet décidé, entre autres, non seulement de supprimer l'Histoire-Géographie comme matière obligatoire en classe de Terminale S, mais d'éliminer du programme de celle de 5^{ème} des personnages comme Clovis, Jeanne d'Arc et Louis XIV, notamment, ainsi que des phases-clés de notre histoire nationale, et cela pour y substituer l'étude de civilisations de l'Afrique et du monde musulman !

Or, l'Histoire représente le dernier vestige des «Humanités» ; le latin et le Grec, éminemment formateurs des intelligences, étant depuis longtemps passés à la trappe pour l'écrasante majorité des élèves du Secondaire.

Aussi, ce que l'on ne peut s'empêcher de considérer en définitive comme un nouveau dépérissement de la formation de base des élèves s'inscrit dans la logique du système dans lequel nous vivons, dont le mot d'ordre semble être «du passé faisons table rase».

C'est pourquoi, relayant le cri d'alarme lancé par les professeurs d'Histoire-Géographie, «La Lettre aux Elus» vous propose une brève analyse des implications de la mesure évoquée ci-dessus.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de cette Lettre et vous remercions par avance de nous faire part de vos commentaires sur le site prévu à cet effet.

François BURLE

QU'ADVIENT-IL DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE ?

« La mémoire d'un peuple, c'est à dire la connaissance de son passé, est le fondement de son identité. » (J. MICHELET)

« Un peuple qui n'enseigne pas son Histoire est un peuple qui perd son identité. » (Président F. MITTERRAND)

« Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent : Voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet. Le chant spartiate : « Nous sommes ce que vous fûtes; nous serons ce que vous êtes » est, dans sa simplicité, l'hymne abrégé de toute patrie. » (E. RENAN, « Qu'est-ce qu'une nation ?, III. Oeuvr. t. I).

« (.....) Levez donc les yeux, fils bien aimés, dignes représentants d'une nation qui se glorifie du titre de fille aînée de l'Eglise, et regardez les grands exemples qui vous ont précédés ; levez les yeux et admirez ces splendides cathédrales qui demeurent parmi vous un exemple vivant de cette Eglise catholique au sein de laquelle vous avez grandi ... Il peut sembler un moment que triomphent l'iniquité, le mensonge et la corruption, il vous suffira de faire silence quelques instants et de lever les yeux au ciel, pour imaginer les légions de Jeanne d'Arc qui reviennent, bannières déployées, pour sauver la patrie et sauver la foi. » (Extrait d'un radio-message du pape Pie XII, du 25 juin 1956)

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de prendre acte de l'état des lieux de l'enseignement secondaire tout court en écoutant et en lisant ce que disent et écrivent femmes et hommes du terrain depuis de nombreuses années ; leur diagnostic est on ne peut plus clair : la situation est calamiteuse.

I. ETAT DES LIEUX DE L'EDUCATION NATIONALE

« **L'école a pour mission première de transmettre l'héritage culturel et les savoirs (...), le conservatisme est l'essence même de l'éducation** » ; c'est ce qu'affirmait Hannah ARENDT, auteur célèbre notamment pour son analyse des totalitarismes du XXème siècle (elle avait fui l'Allemagne en 1933).

Dans « la crise de la culture » (1968), elle met l'accent sur la « crise de l'éducation » qu'elle attribue aux « **dérives** » **pédagogiques modernes**, et qui est d'abord, selon elle, une crise de l'autorité. Elle se prononce **pour la séparation radicale de l'éducation et de la politique** et dénonce la volonté d'égalitarisme.

Voici quelques exemples du charabia infligé, en matière de grammaire, à des élèves de 4ème :

« **Connecteurs spatiaux** » ; « **hyperbole en lien avec l'étude grammaticale de l'emphase** » ; « **les composantes de la situation d'énonciation** » etc... etc...

Pour reprendre V. HUGO, « **ces choses là sont rudes, il faut pour les comprendre avoir fait des études** » ! La pertinence de son analyse est abondamment prouvée par l'impressionnante bibliographie qui s'est constituée au cours des 40 dernières années autour du thème de l'effondrement de ce qui était naguère l'un des fleurons de notre pays.

Citons notamment :

« **Vos enfants ne m'intéressent plus** », 1983, suivi de :

« **Voulez-vous vraiment des enfants idiots ?** », 1984, de Maurice MASCHINO ;

« **L'enseignement en détresse** », 1984, de Jacqueline de ROMILLY ;

« **Défaite de la pensée** », 1987, d'Alain FINKIELKRAUT ;

« **Machiavel pédagogue ou le ministère de la réforme psychologique** », 1995, de Pascal BERNARDIN ;

« **La destruction de l'enseignement élémentaire et ses penseurs** », 1998, de Liliane LURCAT ; dans lequel celle-ci démonte les mécanismes idéologiques à partir desquels certains ont entrepris, à la fin des années 60, la démolition systématique des bases de l'école primaire ;

« **Qui a eu cette idée folle un jour de casser l'école ?** », 2004, de Fanny CAPEL ;

« **La fabrique du crétin. La mort programmée de l'école** », 2005, de Jean-Paul BRIGHELLI, selon qui « pour mettre à genoux ce qui fut un des meilleurs systèmes éducatifs du monde, il a fallu **une singulière conjuration des volontés perverses et de bonnes intentions imbéciles** » ;

« **La désinformation par l'éducation nationale** », 2005, de Christine CHAMPION ;

« **Nos enfants gâchés** », 2005, de Natacha POLONY ;

« **Autopsie du Mammouth** » ; « **l'Education nationale respire-t-elle encore ?** », 2010, de Claire MAZERON.

Voici un extrait éloquent de l'analyse livrée en 2005 par Laurent LAFFORGUE, 45 ans, brillant mathématicien (médaille Fields, 2002), professeur permanent à l'Institut des hautes études scientifiques (IHES) : « Depuis un an et demi que j'ai commencé à m'intéresser sérieusement à l'état de l'éducation dans notre pays (...), je suis arrivé à la conclusion que **notre système éducatif public est en voie de destruction totale**. Cette destruction est le résultat de toutes les politiques et de toutes les réformes menées par tous les gouvernements depuis la fin des années 60. **Ces politiques ont été voulues, approuvées, menées et imposées par toutes les instances dirigeantes de l'Education nationale**, c.-à-d. en particulier : les experts (...), les corps d'inspecteurs (recrutés parmi les enseignants les plus dociles et les plus soumis aux dogmes officiels), les directions des administrations centrales (...), les directions et corps de formateurs des IUFM peuplés des fameux didacticiens et autres spécialistes des soi-disant « sciences de l'éducation », (.....) bref, l'ensemble de la nomenclature de l'Education nationale. **Ces politiques ont été inspirées à tous ces gens par une idéologie qui (.....) mêle la volonté de faire jouer à l'école en priorité d'autres rôles que l'instruction et la transmission du savoir (...)**. Cette idéologie s'est emparée également des instances dirigeantes des syndicats majoritaires (...). Tous ces gens n'ont aujourd'hui qu'un but : dégager leur responsabilité et donc masquer par tous les moyens la réalité du désastre ».

II. C'EST DANS CE CONTEXTE QUE VOIT LE JOUR UNE NOUVELLE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE QUI AFFECTE EN PARTICULIER L'HISTOIRE-GEOGRAPHIE

1) Objectifs annoncés de cette réforme :

Face à l'effondrement du niveau moyen de connaissances des élèves¹, ainsi qu'au taux d'échec des orientations (qui se traduit, entre autres, par un ratio coût/efficacité désastreux, récemment pointé du doigt avec insistance par la Cour des comptes dans un rapport circonstancié), le Ministère de l'Education nationale a annoncé s'être fixé pour objectif la réussite de tous les élèves.

Celle-ci serait favorisée en retardant la spécialisation des lycéens de manière à ce qu'ils puissent changer de voie en terminale.

Dans le cadre de cette nouvelle réforme, dont une partie du dispositif est entrée en vigueur en septembre, il est prévu que tous les lycéens de la voie générale pourront recevoir 60% d'enseignements communs.

2) Innovations introduites par cette réforme en ce qui concerne l'enseignement de l'Histoire-géographie (1ère et Terminale) :

Aux termes du texte ministériel, l'enseignement de l'histoire-géographie en classe de 1^{ère} sera renforcé de manière à ce que soit couvert l'ensemble du programme étudié jusqu'à présent en terminale. A cette fin, 4 heures par semaine seront désormais consacrées à cette matière dans toutes les sections de 1^{ère}.

En fin d'année, les seuls élèves de 1^{ère} S passeront une épreuve d'histoire-géographie comptant pour le baccalauréat. L'enseignement de l'histoire-géographie sera également renforcé en série littéraire avec la création d'une matière intitulée « *grands enjeux du monde contemporain* ».

Toutefois, s'agissant de la classe de terminale S, l'histoire-géographie n'aura plus qu'un caractère optionnel. Les élèves qui le souhaitent pourront cependant s'inscrire à un **cours supplémentaire** de 2 heures par semaine.

3) Effets prévisibles de ces innovations :

L'histoire ne figurera donc plus parmi les matières obligatoires de la classe de terminale S et il y a fort à parier que très peu d'élèves de celle-ci opteront pour un cours hebdomadaire supplémentaire de 2 heures.

Quant aux programmes d'histoire-géographie naguère suivis par les classes de 1^{ère} et de Terminale, ils seront abordés en une seule année par tous les élèves des sections S, L et ES.

Par ailleurs, les programmes portant en 1^{ère} sur la période s'achevant à la fin du XX^{ème} siècle, quelle période de l'histoire va-t-on aborder au cours des 4 heures hebdomadaires prévues pour les terminales des sections L et ES ?

¹ La revue « Historia » (voir site « <http://www.historia.fr> ») indique que « certains annoncent le chiffre catastrophique de 35% des élèves entrant en 6^{ème} sans savoir lire, écrire et compter couramment ».

Dès lors, il est à craindre qu'à court terme ces mesures favoriseront la suppression de l'épreuve d'histoire-géographie non seulement en ce qui concerne la classe de Terminale S mais également les autres classes de Terminale.

A moyen terme, il n'est pas exclu que l'on assiste à la disparition pure et simple de l'enseignement de l'Histoire en classe de Terminale !

Mais, plus inquiétant encore est le bouleversement dont est l'objet ce qui subsiste de l'enseignement de l'Histoire - déjà laminé - dans les autres classes du Secondaire :

Par exemple :

En classe de Seconde, exit **les Croisades, la Renaissance et Napoléon 1^{er}** ; tandis qu'en classe de 5^{ème}, **Clovis, Jeanne d'Arc et Louis XIV**, ainsi que des phases-clés de notre histoire, passent à la trappe !

Ces trois grandes figures, parmi d'autres, qui ont joué un rôle décisif dans l'histoire de notre pays vont en effet, en classe de 5^{ème}, **faire les frais d'un survol des grandes civilisations ... de l'Afrique médiévale ou de l'Islam des Abbassides ...**

« Le nouveau programme de la classe de 5^{ème} est entré en vigueur en septembre dernier. **Le changement de cap et de contenu est radical par rapport à l'ancien programme qui couvrait l'histoire de l'Europe occidentale** (du IX^{ème} au XVI^{ème} siècle) avec des sujets centrés sur les IX^{ème}, XIII^{ème} et XVI^{ème} siècles. (.....) **Les nouveaux programmes s'ouvrent sur la naissance de l'islam, en tant que religion, et se poursuivent avec la civilisation de l'islam médiéval.** « Les musulmans, précise le Bulletin officiel spécial n° 6 du 28 août 2008 de l'Education nationale, sont abordés dans le contexte de la conquête et des premiers empires arabes, dans lequel la tradition islamique est écrite (VII^{ème} -IX^{ème} siècles). » **Quelques uns des récits de la tradition musulmane, tirés du Coran, sont étudiés comme fondement de l'islam.** « L'extension et la diversité religieuse et culturelle de l'islam médiéval sont présentées au temps des Omeyyades ou des Abbassides », précise le texte officiel. (.....).

Le baptême de Clovis (496), acte fondateur du royaume de France, est passé à la trappe. (.....)

Quant à la **guerre de Cent Ans (1337-1453)** et à la **chevauchée de Jeanne d'Arc (1429-1431)**, elles disparaissent corps et bien de la classe de 5^{ème}.

(.....) **Une nouvelle approche intitulée «Regards sur l'Afrique» - l'innovation essentielle du programme.** Il s'agit de l'étude des civilisations africaines médiévales entre le VIII^{ème} et le XVI^{ème} siècle.

Cette histoire est méconnue sinon ignorée des Occidentaux et il est intéressant de montrer que des royaumes se sont développés sur ce continent comme en Occident. L'enseignant doit choisir parmi les 4 d'Afrique subsaharienne : le Ghana ; le Mali ; le Songhaï ; le Monomotapa (Grand Zimbabwe).

La naissance et le développement des traites négrières orientales, transsahariennes et internes à l'Afrique, est étudiée à partir de l'exemple, au choix, d'une route ou d'un trafic des esclaves vers l'Afrique du Nord ou l'Orient. (.....)

La conquête et l'expansion arabo-musulmane figurent aussi parmi les repères à connaître.

Cette évocation de l'Afrique précoloniale a le mérite d'ouvrir des horizons et de valoriser les élèves venus des anciennes colonies.

Mais il est à craindre que l'évocation de l'histoire africaine ne soit qu'un modeste survol. **Au détriment de grands faits de l'histoire de France.** (.....)

Et le siècle de Louis XIV dans tout cela ? Il est relégué à l'extrême fin de la dernière partie (.....). Comme le préconise le B.O., «le château de Versailles et la cour sous Louis XIV, ainsi qu'une oeuvre littéraire ou artistique de son règne, au choix, sont étudiés **pour donner quelques images (sic) « du roi absolu » et de son rôle dans l'Etat.** » (.....)

Autant dire que Louis XIV est, comme Clovis, condamné à l'oubli. La France tournerait-elle le dos à son passé ? » (Véronique DUMAS ; tiré du site « <http://sauvonslhistoire.historia.fr> »)

Les objectifs sous-jacents qui seraient ainsi atteints sont doubles :

- d'une part, réaliser des économies par la suppression d'heures de cours ; les professeurs d'histoire-géographie, conscients du danger, ont d'ailleurs alerté l'opinion publique à ce sujet ;

- d'autre part, **transformer un peu plus les élèves en « citoyens du monde » déculturés², sans attaches particulières à un terroir et à un passé - concrètement, à la civilisation occidentale fondée sur le christianisme** - en dévalorisant ou supprimant purement et simplement les enseignements qui précisément leur permettaient de se considérer les légataires de cette civilisation.

² Cela concerne au premier chef les élèves d'origine européenne, si l'on en juge par la place grandissante donnée à l'étude du monde musulman dans les directives ministérielles précitées

4) Quid de l'Enseignement supérieur dans le domaine de l'Histoire ? :

A la lumière de ce qui précède, on ne s'étonnera pas que soit souligné par le Pr Jacques HEERS dans son ouvrage précité, que les nouvelles licences d'Histoire soient des cursus dans lesquels **les bacheliers font de tout, sauf de l'Histoire**. Il met également l'accent sur le fait que par le système des équivalences existant entre les disciplines, il est fréquent de voir arriver en 3^{ème} année de licence des étudiants n'ayant jamais suivi le moindre cours de méthodologie ad hoc **et ignorant tout de la chronologie**³ !

5) Serait-ce éventuellement céder à certaines recommandations émanant d'instances internationales, comme celle qui suit ? :

« Les sociétés contemporaines peuvent subsister et fonctionner seulement si la coexistence de cultures différentes est possible et si les individus peuvent, selon les circonstances, selon leurs besoins, **passer d'une culture à une autre**⁴, et même accéder à plusieurs cultures. **Le programme d'éducation multiculturelle prend, à la lumière de cette réflexion, une ampleur, voire une profondeur toute autre, car sa raison d'être ne se justifie plus uniquement par des arguments éthiques (combattre les discriminations produites par le racisme ou l'ethnocentrisme) ou juridiques (respecter les droits de l'homme) mais aussi épistémologiques (différencier la manière de penser, les formes de l'intelligibilité et la structure du savoir). Cet enrichissement du dispositif conceptuel permet (.....) le développement de programmes d'éducation multiculturelle fondés sur des bases scientifiques (.....) ».**

« L'éducation multiculturelle (.....) ouvre l'accès à d'autres formes de connaissance et à d'autres traditions culturelles, dépositaires de types de savoir différents, dans leurs contenus et dans leur structure interne, de celui de la tradition scolaire ».

S'agissant de l'enseignement de l'Histoire, l'auteur ajoute : « ...**La simple présentation objective des faits serait d'ailleurs probablement insuffisante pour entraîner l'attitude souhaitable** (.....) ».

(UNESCO, 4^{ème} conférence des ministres de l'Education; « Perspectives et tâches »⁵)

C'est pourquoi, cette « éducation multiculturelle » est difficilement compatible avec **l'enseignement traditionnel de l'histoire où l'accent portait principalement sur la France et la civilisation européenne**, l'histoire de notre pays étant indissociable de celle des autres peuples européens ; par conséquent, exit Clovis, Jeanne d'Arc, Louis XIV et j'en passe !

Or, « Depuis Hérodote et Thucyclide (pour qui le récit historique est oeuvre d'art à la gloire des héros), les sociétés occidentales se sont préoccupées de leur destin en termes d'histoire ; **première en date des sciences humaines, l'Histoire**, au long d'un itinéraire apparemment sans fin, a revêtu les aspects les plus disparates : de l'apologie au récit épique, du chant commémoratif à la chronique, de la dissertation appliquée, à la satire partielle . »

Tant de formes d'histoires reflètent au moins **une commune inspiration qui constitue la justification de ces desseins divers** : « **Je définis volontiers l'Histoire**, écrivait Lucien FEBVRE en 1947 à propos d'un ouvrage de violente polémique, **un besoin de l'humanité, le besoin qu'éprouve chaque groupe humain, à chaque moment de son évolution, de chercher et de mettre en valeur dans le passé les faits, les événements, les tendances qui préparent le temps présent, qui permettent de la comprendre et qui aident à le vivre.** » (Encyclopaedia universalis, édit. 1984; T. 9; Histoire; A. Statut scientifique)

Les considérations qui précèdent peuvent se résumer dans le vieil adage « *Pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient* », qui s'applique aussi bien aux individus qu'aux peuples.

Ainsi, pour la gouverne tant des dirigeants politiques que des citoyens, l'Histoire nous enseigne, entre autres :

Que c'est miné par **l'hédonisme, la perte du sens civique, un effondrement démographique, une armée quasiment aux mains des Barbares, que l'Empire romain** - que l'on considérait jusque là éternel - **a achevé sa chute au V^{ème} siècle de notre ère**.

La société dans laquelle nous vivons n'est-elle pas un lointain reflet de cette Rome décadente ? N'a-t-on pas dit que « l'histoire bégaie » et que « *les mêmes causes produisent les mêmes effets* » ?

Que l'Afrique romanisée (une large partie du Maghreb actuel), si prospère qu'elle envoyait du blé, de l'huile, du bétail et du vin à Rome, a compté après sa christianisation **plus de 600 diocèses** ; Qu'en est-il resté après l'invasion arabe ?

Qu'un **romano-berbère** de Thagaste (l'actuelle Souk Ahras, Algérie), **Saint-Augustin** - qui passait pour l'un des plus brillants intellectuels du monde romain de son temps - était à la tête de l'un de ces diocèses et **figure parmi les Pères de l'Eglise**.

³ cf « l'Histoire assassinée. Les pièges de la mémoire », 2006, du Pr. Jacques HEERS, ancien directeur des études médiévales de la Sorbonne.

⁴ Doit-on comprendre également d'une religion à une autre ?

⁵ Citation extraite de l'ouvrage précité « *Machiavel pédagogue* », 1995 ; de Pascal BERNARDIN

